

Nous ne sommes pas seulement en guerre contre un virus mais contre le système qui est incapable de le combattre et qui l'a favorisé. Encore une fois si « Macron nous fait la guerre et sa police aussi », le virus le plus immonde est bien le virus capitaliste !

Derrière la crise sanitaire se cache la guerre sociale et la crise du capital. Et il s'agit pour nous, travailleurs, chômeurs, retraités, etc., de la mener et de vaincre, pour une société meilleure, plus juste, débarrassée du profit et des classes sociales, de l'État, des frontières et des polices, de l'argent et de l'exploitation...

« On est là » et on y sera encore et toujours !



#pasderetouralanormale

Des GJ, révoltés et confinés, déters et solidaires

gj_ales@riseup.net

defcolgj@riseup.net

Crise du coronavirus : le capitalisme tue. É radiquons-le !



Deux mois de confinement. Notre patience est à bout et la colère envers ce système s'en mêle. Travailleuses, chômeurs, galériennes et exploités, nous n'avons pas chômé pendant ces mois d'assignation à résidence généralisée. Nous avons compris que le capitalisme tue plus que le virus, que sous prétexte d'état d'urgence sanitaire des mesures autoritaires et pro-capitalistes sont là pour nous exploiter d'avantage et tenter de nous faire courber l'échine. Mais comme pendant les mois de lutte Gilets Jaunes, nous ne lâcherons rien. Des solidarités sont possibles et nécessaires, notre rage prendra de nouvelles formes de lutte et nous ferons tout pour ne pas revenir à la « normalité » d'avant.

En confinement et en révolte

Début février, l'épidémie de COVID19 en Chine faisait la une de l'actualité. Quelques semaines plus tard elle atteignait l'Europe. Depuis, le monde vit massivement confiné.

Facilitée par la mondialisation et la multiplication des échanges marchands, la pandémie s'est généralisée. Désormais elle tue tous les jours des milliers de personnes dans le monde.

Même sans être spécialiste, on se rend compte

que les responsabilités, au-delà de celles qui pourraient être imputées à la Chine, à l'Italie, à la France ou à tout autre pays, reviennent au système capitaliste.

En plus de l'augmentation de la fréquence des catastrophes « naturelles » type inondation, sécheresse, ouragan, mégafeu, due au réchauffement climatique et générée par la pollution de l'industrie capitaliste, **les pandémies s'avèrent être une autre**

conséquence de l'activité prédatrice du capital.

Causée entre autres par l'intensification et l'extension des exploitations agricoles permettant d'assouvir une recherche toujours accrue de profit pour l'industrie agro-alimentaire ou encore par la déforestation pour créer de nouvelles zones d'exploitation forestière et énergétique (gaz, minerais...), la destruction de ces espaces naturels ne fait qu'augmenter l'interface avec de nouveaux agents pathogènes.

Ajouté à tout cela, la mondialisation de l'économie, la multiplication sans limite des transports, notamment aériens (plus de 100 000 vols par jour en moyenne, soit 8 millions de passagers), le tourisme de masse et la densification de la population en zone urbaine, font que l'agent pathogène peut rapidement quitter le niveau local pour gagner dans les métropoles et se répandre en peu de temps à l'échelle de la planète.

Pour tenter de faire face à cette « crise sanitaire », les États ont pris toute une série de mesures. Leur tâtonnement et leur cynisme sautent aux yeux : **leurs ordres et injonctions ne cessent de varier** au gré de leurs expérimentations hasardeuses et d'un décompte macabre pertes/bénéfices.

Dans de telles situations catastrophiques, ce n'est pas une nouveauté que les États et les capitalistes s'arrangent toujours pour affirmer leur légitimité, leur autorité et pour préserver leurs intérêts. Cela va de pair avec une dégradation de nos conditions de vie et de travail.

Après les grandes annonces au profit des entreprises (les aides d'État aux patrons, le code du travail qui part en miettes...) on devrait assister sans broncher à la multiplication des attaques contre les précaires et les travailleurs.

Il ne nous reste plus qu'à applaudir les soignants, en première ligne dans cette pandémie, alors qu'il y a quelques mois à peine ils manifestaient et que nous nous retrouvions ensemble dans la rue. La crise n'a pas amélioré leurs conditions de travail, bien au contraire, et des applaudissements de soutien, aussi forts soient-ils, ne pallieront jamais un système de santé dégradé depuis des années, soumis au vent violent de la privatisation des soins et des intérêts financiers.

En décrétant l'état d'urgence et en nous fournissant des informations très parcellaires, l'État adopte une stratégie qui maintient la population en état de choc permanent. Tant que cet état d'acceptation perdurera, l'État multipliera ses attaques et les résistances, les révoltes seront entravées.



Il est bien difficile de savoir ce qu'il faudrait faire contre une telle pandémie. Mais ce qui est sûr, c'est que l'État et les capitalistes, avec le cynisme de ceux qui ont le pouvoir, nous en font payer les conséquences. Il faut que nous nous préparions à **contrer de toutes nos forces le recul social en cours**, les mesures liberticides, un retour à la « normale » où la misère continuera de s'étendre chaque jour et où se succéderont les guerres, crises et catastrophes. Nous devons nous préparer à lutter pour une transformation profonde de la société.

déjà penser « l'après ». Pointons dès maintenant les contradictions de ce système qui, à travers cette crise sanitaire, apparaissent encore plus violemment.

Entre d'un côté les énormes moyens de production, la quantité de richesses produites, les moyens techniques, les connaissances scientifiques et de l'autre l'incapacité à faire face à une crise sanitaire qui reste faible au regard d'autres épidémies dans l'histoire (Peste Noire, grippe espagnole...), la contradiction est éclatante ! Et ce n'est qu'à l'image de l'organisation sociale et de la répartition des richesses...

Lorsque les dirigeants ne peuvent plus et que nous, les classes populaires, ne voulons plus, la révolution n'est plus loin !!



le droit du travail, face aux carences du système de santé ou à l'abandon dans lequel se retrouve la plupart de nos anciens, il ne faut pas agir séparément. C'est par une lutte globale qui vise une transformation profonde de la société, que nous pourrions en finir avec la barbarie capitaliste et ses atrocités (pandémie, catastrophe écologique, guerre, chômage, exploitation, misère, dictature... la liste est malheureusement bien plus longue !).

Subir une telle **perturbation de nos vies** peut permettre dans le même temps de remettre en cause notre quotidien : la « normalité » du chef qui nous gueule dessus, celle d'aller travailler pour enrichir son patron ou du spectacle absurde répandue dans les médias, l'acceptation des politiques gouvernementales, la résignation face à la misère... Cette constatation peut nous amener collectivement à envisager d'autres modes d'organisation sociale.

Pour l'instant, nous avons besoin de moyens pour rompre l'isolement au-delà du confinement, **des moyens inventifs de s'organiser** en prenant en compte les mesures sanitaires qui risquent de se prolonger...



Il est essentiel aujourd'hui de faire tourner les informations sur nos conditions d'existence, de travail, nos situations familiales et personnelles (violences familiales, difficultés morales et psychiques, besoin alimentaire, **fragilisation du droit à l'avortement...**) et d'organiser partout où cela est possible des luttes contre les attaques dont nous sommes les cibles.

Dans l'immédiat, il est possible de s'organiser collectivement pour les courses, d'acheminer des produits aux personnes isolées, d'organiser ou de participer à des maraudes pour les plus démunis... Et pourquoi pas des réquisitions collectives de denrées essentielles, des autoréductions ? Face à la situation actuelle nous sommes nombreux à avoir encore plus de mal que d'habitude pour finir le mois. Dans certains pays des grèves de loyer ou de paiement des factures s'organisent. Emparons-nous aussi de ces moyens d'action !

Tenons-nous informés de ce que nos voisins vivent, **de ce qui se passe dans telle ou telle usine**, entreprise, exploitation agricole... afin de trouver des moyens collectifs de lutte contre les heures sup' forcées ou non payées, contre l'obligation de poser nos jours de congés, contre le manque de protection au travail ou l'obligation de travailler. Mais il s'agit aussi de la question du paiement des primes, des cadences et des salaires. C'est d'autant plus à nous de lutter pour nos conditions de travail qu'on ne peut même pas espérer compter sur les Prud'hommes fermés ou les centrales syndicales, quasi inaudibles en ce moment et prêtes à de nombreuses concessions sur le dos des travailleurs pour relancer l'économie, la production et par là retrouver leur rôle de « partenaires sociaux ».

Dans cette situation qui dure depuis déjà trop longtemps nous devons continuer à réfléchir collectivement, à échanger sur la situation et à chercher des possibilités de luttes et de résistances. En attendant de pouvoir se retrouver, il est possible d'organiser des assemblées virtuelles sur internet (ou par l'intermédiaire d'une radio), voire physiques, de balcon en balcon comme en Italie par exemple. La diffusion de réflexions et de critiques est aussi important dans le contexte actuel (distributions de tracts dans les boîtes aux lettres de son quartier, de son pâté de maisons, collage d'affiches, affichage de banderoles)... Réinvestir la rue tout en respectant la distanciation sociale peut aussi se tenter (manifestations en voitures, à vélo, rassemblements...). Et dès la fin du confinement reprenons la lutte pour de bon !

Si les solidarités, les **luttes vitales et immédiates sont indispensables** aujourd'hui, il nous faut

Ne nous laissons pas diviser, ensemble attaquons nos réels ennemis !

Depuis que l'État a décidé de « gérer » cette crise sanitaire, on nous assène le discours de la responsabilité individuelle, avec comme seule option pour sortir de cette crise le respect individuel des mesures d'isolement. Comme si le nombre de morts et les ravages de l'épidémie dépendaient uniquement du comportement de chacun.

Le gouvernement et l'autocontrôle nous assignent à résidence et le zèle de certains les mène à dénoncer ceux qui ne respectent pas les ordres. **La délation engorge les services de police**, des citoyens exaspérés jettent de leurs balcons de l'eau bouillante sur les « inconscients » qui promènent leur chien ou qui font du jogging.

Ce sont les gens, individuellement, qui doivent fournir les plus grands efforts. Pointer du doigt les récalcitrants, souvent les plus pauvres, c'est une bonne méthode pour **préparer le terrain à la répression**. On stigmatise les jeunes des cités qui sortent dehors, mais être confiné dans une cité HLM ce n'est pas la même chose que de s'isoler dans une villa de campagne ! Sur les marchés et particulièrement les marchés populaires, les gens sont parfois très proches, mais a-t-on vraiment le choix ?

À l'époque de la Peste Noire, les boucs émissaires étaient les Juifs et les lépreux. Aujourd'hui, le gouvernement, relayé par de nombreux médias, accuse les pauvres d'être irresponsables et vecteurs de la propagation du virus. Dans le même temps, on appelle les entreprises à poursuivre leurs activités, on contraint les ouvriers à aller travailler dans les usines sans protection et on les contrôle pour faire respecter un confinement impossible à suivre (logements insalubres et étriqués, pas de véhicules, difficultés à faire les courses...) !

Amendes et répression pleuvent sur les plus faibles, les plus isolés et les plus démunis. SDF (200 000 en France), sans-papiers, précaires, prisonniers, habitants des quartiers populaires **s'en prennent plein la gueule**. Mais c'est avant tout pour eux que le confinement et l'impossibilité de se déplacer sont synonymes d'une survie plus dure, plus

pénible. Lorsque l'on vit de petits boulots, de tafs au black, en intérim, comme saisonniers... le confinement et les contrôles policiers empêchent réellement de vivre. Sans revenu, l'alternative se résume à survivre en prenant le risque d'attraper le virus ou accumuler les factures, perdre son logement et crever de faim ! Encore un énième accroissement des disparités sociales entre les plus pauvres et les plus aisés !



Il y a réellement deux poids deux mesures : cette propagande est marquée par un profond mépris de classe ! On en a malheureusement l'habitude, notamment depuis 2 ans et le mouvement des Gilets Jaunes. Les dirigeants politiques et économiques nous regardent de haut, ils vomissent leurs insultes sur les Gilets Jaunes incultes, aujourd'hui ils vont jusqu'à obliger les travailleurs à risquer d'attraper le virus, pour une gloire éphémère et la promesse d'une éventuelle prime. Mais il est vrai que cela n'a jamais empêché le capital de dormir, pensons à l'amiante, aux usines cancérogènes, aux pesticides...

La grande incantation de Macron sur l'unité nationale pour faire face à la pandémie n'est qu'un énième leurre ! Comment est-il possible de penser que, même en période de pandémie, leurs intérêts et les nôtres sont les mêmes ? !

L'État nous serine le beau discours de l'union sacrée, n'hésite pas à sortir le mot « guerre » et à souhaiter la loi martiale (couvre-feu, interventions de l'armée, etc). Il transforme les travailleurs et les travailleuses de santé en héros de guerre qui n'ont besoin de rien, ni d'augmentations de salaire, ni de moyens pour faire face à l'épidémie. On sait bien

que les médailles et les statues n'ont jamais nourri ni sauvé personne !

La pandémie est internationale (comme son nom l'indique). Ce ne seront pas des mesures nationales ni une prétendue unité patriotique – qui au passage, a toujours servi les plus riches ! – qui permettra de sortir de cette crise.

Mesures de recul social (loi d'urgence sanitaire et ordonnances), fermeture des frontières et appel à l'union nationale, mesures liberticides (couvre-feux, contrôle des téléphones envisagé, déploiement policier et militaire, utilisation de drones, etc.) : tout cela correspond à une situation économique déjà désastreuse qui va encore s'aggraver. Ne nous ne trompons pas. La culpabilisation individuelle sert surtout à cacher les responsabilités du capitalisme et l'incurie des États : nous voyons bien qu'ils préfèrent la répression à la prévention sanitaire...

Pour autant, réclamer le « grand retour de l'État » comme solution à cette gestion désastreuse de la crise sanitaire actuelle est bien vide de sens : l'État est ce qu'il est, un outil au service de la classe dominante ! Il restera le gestionnaire servile des intérêts économiques des plus riches, de ceux qui possèdent les entreprises, et en aucun cas un État providentiel qui nous protégerait des épidémies, de la rapacité des méchants boursicoteurs, de la misère.

Mais la défiance vis-à-vis de l'État mène parfois à une **vision complotiste du monde** et de la situation actuelle en particulier. Ne nous laissons pas envahir par la peur ! Ne tombons pas dans le piège des théories trop faciles et farfelues pour tenter de trouver une explication à cette pandémie (ce sont les États-Unis, la Chine ou l'État islamique qui ont envoyé ce virus, ou bien c'est la 5G qui pollue nos cellules en nous infectant, ou encore c'est un coup des industries pharmaceutiques pour vendre un nouveau vaccin — même s'il est évident que ces derniers vont en tirer profit). Il est possible

qu'un virus s'échappe d'un labo mais ce ne serait qu'une série d'incompétences humaines lié à l'arrogance de bureaucrates et de scientifiques persuadés d'être dans la maîtrise. Aucun État n'a d'intérêt dans une telle pandémie, tout simplement parce que ça met à l'arrêt la consommation et l'activité économique et donc les profits capitalistes.



Nous devons avoir une analyse rationnelle du monde qui nous entoure, basée sur des éléments concrets, que nous pouvons cerner pour combattre le système. En nous détournant des réelles causes, ces idées simplistes ne font que nous détourner des luttes sociales, nous privent de perspectives et nous isolent. En pensant dévoiler les mystères d'une société capitaliste pourtant assez transparente dans ses objectifs elles ne désignent que des boucs-émissaires (étrangers, juifs, franc-maçons...) ou pointent des cibles extérieures et inaccessibles (extraterrestres, CIA, Mossad, RG, sociétés secrètes toutes puissantes...).

Aiors ne prenons pas le risque d'une guerre de tous contre tous, où de nouvelles haines se répandraient comme à d'autres périodes épidémiques. Notre ennemi avance sans même plus prendre la peine de feutrer ses pas.

Face à ses attaques qui n'en sont qu'à leurs débuts, il est plus que jamais nécessaire d'être solidaires entre nous, ne nous laissons pas diviser ! Notre solidarité est notre force et le seul moyen de changer le présent et l'avenir !

gement alimentée par les discours des politiques et des médias.

Dans cette situation on voit se développer de nouveaux types de rapports sociaux potentiellement encore plus mortels : isolement, peur, xénophobie, travail atomisé... **La solidarité est mise en difficulté** et avec elle nos capacités de lutter. Mais cette situation fait apparaître aussi la néces-

sité de l'entraide et particulièrement pour les plus précaires et les plus démunis. C'est sur cette force construite sur la nécessité que nous devons compter pour résister et espérer un monde meilleur.

Refusons la pérennisation du contrôle social, multiplions dès à présent les luttes, participons à celles qui existent ! Préparons l'explosion sociale de l'après confinement !

Comment lutter et être solidaire dans cette situation d'urgence sanitaire ?

Face à cela nous n'avons guère de choix, nous ne pouvons pas les laisser faire. Soit nous subissons toujours plus la misère, l'exploitation et la répression, soit nous résistons et reprenons la lutte. Bien qu'on n'en entende pas parler, nombre de droit de retrait, de débrayages, voire de **grèves sauvages ont fleuri** dans les usines qui refusaient de sécuriser les travailleurs, en Italie, en Espagne, aux États-Unis comme en France. Dans les chantiers navals ou le bâtiment, en passant par les gros centres de productions de l'industrie automobile, les hangars d'Amazon, les livreurs en fourgonnette ou à vélo, les éboueurs... Nombreux sont ceux qui n'ont pas attendu les syndicats pour exiger plus de protections et de meilleures conditions.



Dans le sud de l'Italie, miné par le chômage et la misère et particulièrement fragilisé par le confinement et l'épidémie, des **autoréductions (sortir d'un supermarché à plusieurs sans payer)** ont été organisées. On peut voir dans plusieurs secteurs, régions ou pays un mécontentement s'exprimer de plus en plus fort, particulièrement pour les couches sociales les plus pauvres, pour qui le confinement n'est tout simplement pas tenable. Des **grèves de loyers** sont envisagées dans plusieurs pays et notamment aux États-Unis, ainsi que des refus de payer les factures. Sur presque tous les continents, **les révoltes éclatent dans les prisons** face à une situation désastreuse tant d'un point de vue sanitaire que purement humain... Et dans les quartiers populaires, où les pressions économiques et policières passent encore un stade, la révolte gronde et commence à éclater.

Des luttes existent, commençons dès à présent à les soutenir !

Partons des multiples réseaux que nous construisons, des solidarités que nous avons mises en place, des combats que nous menions avant cette pandémie. Il nous faut mener la lutte ensemble, à l'image du mouvement Gilets Jaunes, détachée des intérêts spécifiques et corporatistes mais pour une remise en question globale de la société. Contre les attaques sur les aides sociales,



Nombre de mesures de l'état d'urgence actuel sont beaucoup plus claires quand on comprend les réels objectifs des gouvernements : maintenir l'économie au détriment des populations et renforcer l'ordre policier pour s'assurer que tout le monde accepte cette priorité. Face au coronavirus, on surveille de plus en plus, et on teste toujours aussi peu. C'est la réalité d'un état d'urgence dont les mesures sanitaires se déclinent concrètement en mesures sécuritaires.

Il y a quelques semaines, se retrouver en matin un samedi après-midi pouvait nous valoir une **contravention pénale**. Aujourd'hui, avec le confinement et l'état d'urgence « sanitaire », il suffit de sortir de chez soi pour tomber dans l'illégalité. Les mesures de couvre-feu se multiplient sans qu'on sache exactement à quoi elles servent. L'idée d'un contrôle des populations par **traçage des téléphones** est sérieusement envisagée ; elle a été appliquée dans plusieurs pays (Chine, Italie, Corée du Sud, Japon, etc.). Les bracelets électroniques pour garantir la quarantaine sont à l'étude. L'utilisation de drones, qu'on n'avait vu jusqu'à présent que dans les cités ou dans les manifestations de Gilets Jaunes, se développe. Ce qui se passe n'est pas un mauvais film de science-fiction !

L'utilité sanitaire de ces mesures liberticides est très relative : il y a réellement deux poids, deux mesures. D'un côté, toute sociabilité familiale, amicale, sportive, associative est prohibée. Même une simple promenade est limitée à un périmètre restreint et ne doit pas être partagée à plusieurs. De l'autre, **les travailleurs sont envoyés sans protection à la chaîne**, dans les ateliers, au volant ou dans les champs. **Les SDF sont traqués** et les campements de migrants expulsés sans solutions de rechange ou largement insuffisantes. Des millions de

personnes sont confinées dans des espaces beaucoup trop petits (au moins d'un point de vue sanitaire, tant viral que mental) alors que Brigitte Macron se plaint de son confinement dans le palais de l'Élysée !

L'État freine, bloque ou impose un contrôle sur toutes solidarités, toutes initiatives. La moindre distribution de nourriture doit être validée par la préfecture ! Pourtant les solidarités pourraient grandement améliorer le quotidien de nombreuses personnes, et en particulier des plus précaires et des plus fragiles.



Le discours guerrier, voire militariste de Macron, est révélateur de la perspective dans laquelle il se place. La guerre que ces dirigeants mènent reste avant tout une guerre sociale contre notre classe, celle des exploités et des « auto-exploités ». Préparer le terrain avec une rhétorique martiale n'annonce rien d'autre qu'une répression féroce de toute résistance, individuelle ou collective.

Il semble peut-être difficile d'imaginer pouvoir manifester, se rassembler, discuter à plusieurs pour construire des luttes à l'heure actuelle. Cependant nous n'allons pas avoir le choix. Au-delà de la première phase de confinement, des mesures de distanciation sociale vont continuer à s'imposer. Malgré cela, se retrouver, se rassembler et s'organiser va devenir une nécessité : personne n'est fait pour vivre enfermé ni accepter toujours plus d'exploitation ! Ils ne nous empêcheront pas de lutter ! Organisons-nous pour l'après confinement ! **#pas-detouranalnormale**

Le contrôle social a ses limites : les nôtres ! Ces mesures de confinement nous isolent et nous poussent à la méfiance. Les autres peuvent être porteurs de virus... La peur bat son plein et est lar-

Face à la crise économique et à la casse sociale : Révolution !

Cette crise sanitaire ne surgit pas dans un ciel serein. La crise économique de 2008 est passée par là, mettant en péril le système bancaire mondial, plongeant plusieurs pays dans une violente récession (ralentissement de la croissance économique et chute du PIB) et jetant des millions de personnes dans la misère. Cette crise n'était qu'un prolongement d'une autre plus profonde qui remonte à 1974 : le choc pétrolier se prolongeait alors par une **crise de surproduction** (la production s'accroissait pour générer un profit toujours plus grand, elle finit par dépasser les possibilités financières des consommateurs, les profits stagnent, ce qui cause faillite et chômage). Face à ces crises, les politiques gouvernementales s'attaquent à nos conditions d'existence : pour permettre aux acteurs de l'économie de maintenir leurs profits, il faut baisser le coût du travail, baisser les salaires directs et indirects (aides sociales, sécu, retraites...).



En France, les gouvernements qui se sont succédés ont tous suivi cette logique d'austérité. Ils ont baissé les cotisations patronales et subventionné les entreprises (CICE par exemple : 100 milliards de crédit d'impôts) afin d'augmenter les bénéfices et les dividendes des actionnaires. Pour « équilibrer » le budget de l'État (conséquence des milliards accordés aux banques suite à la crise de 2008 notamment), ils ont rogné sur les aides et redistributions sociales et les dépenses pour les services publics. Notons qu'au passage, tous ceux qui étaient rentabilisables ont été optimisés puis privatisés. Pour diminuer la dette, les gouvernements prennent aux travailleurs, aux chômeurs, aux retraités, aux intermittents, aux étudiants pauvres...

et continuent de multiplier les cadeaux aux capitalistes !

Ces politiques d'austérité ont notamment touché les moyens mis à disposition des hôpitaux. **Les données de l'OCDE sont éloquentes**. Alors qu'en 1997, la France comptait 4,35 lits d'hôpitaux (hors psychiatrie) pour 1 000 habitants, en 2017, elle n'en comptait plus que 3,1 pour 1 000. C'est moins que la Grèce, sans parler de l'Allemagne qui en compte deux fois plus (6 pour 1 000). En Corée du Sud, le taux est passé au cours de la même période de 3,6 à 7,1 lits pour 1 000 habitants. En nombre de médecins, le rapport n'est pas plus brillant : la France compte 3,4 médecins pour 1 000 habitants, alors que l'Allemagne en compte 4,3 et l'Autriche 5,2.

Une pénurie organisée qui se traduit aujourd'hui par de cruels manques de moyens dans les hôpitaux et des déserts médicaux dans les zones rurales, périphériques et les villes pauvres. Nous payons les restrictions budgétaires appliquées au système de santé par tous les gouvernements depuis plusieurs décennies.

Nos solidarités suppléent à l'incurie d'un État qui dans une dynamique de rentabilité a volontairement détruit des dispositifs mis en place pour prévenir de telles crises sanitaires. Par exemple, **l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires** (Eprus), mis en place en 2007, suite à la crise du H5N1 et qui devait fournir masques et équipements de protections, a été démantelé au milieu des années 2010.

Malheureusement, tout cela n'est pas près de s'arranger : alors que la pandémie est encore en cours et ne sachant quelle forme le « déconfinement » prendra, nous voyons déjà poindre une **crise économique** au moins de l'ampleur de celle de 1929.

Les travailleurs sont encore en partie confinés. La production tourne au ralenti. Des secteurs entiers sont à l'arrêt. Les frontières se ferment. La circulation des marchandises est entravée. Les bourses dévalent partout dans le monde. Le PIB a déjà perdu plus de 8 points en France, soit une

baisse inconnue depuis la deuxième Guerre mondiale !

Les États sortent le portefeuille pour éviter l'effondrement de l'économie et du système financier. Trump annonce un plan de 2000 milliards de dollars. La BCE (Banque Centrale Européenne) près de 1000 milliards d'euros, le gouvernement français déjà plus de 100 milliards. Il faut sauvegarder l'économie quoi qu'il en coûte !



Cet argent va avant tout servir à renflouer les portefeuilles des actionnaires et des banques. C'est sur notre travail et dans nos poches que ce sera volé ! La gestion du chômage partiel et technique en fait partie. Le gouvernement organise un fonds d'aide aux entreprises (déjà un milliard pour ce mois-ci) afin de prendre en charge le chômage technique ou partiel. C'est-à-dire que l'État (nos impôts) payent le chômage technique à la place des entreprises qui, elles, seront remboursées... Ce n'est pas pour nous offrir des vacances tous frais payés mais pour nous maintenir en état de reprendre le boulot dès qu'ils l'exigeront. Et au final, c'est nous qui payerons !

Et dans le même temps, Macron, le gouvernement et tout l'appareil de l'État ordonnent de continuer de produire des marchandises. Des secteurs d'activité se sont arrêtés ou ont subi de gros ralentissements. Évidemment ceux qui ne pouvaient vendre leur service suite à la mise en confinement de la population (restauration, hôtellerie, transports dans une moindre mesure...), mais aussi de nombreux secteurs de production « non essentiels » comme l'industrie automobile ou aéronautique, le bâtiment... Pour limiter l'impact de ces nombreux arrêts de production sur l'éco-

nomie, l'État et le patronat cherchent à nous remettre au travail le plus vite possible. Certains secteurs ont subi des réquisitions pour les contraindre à travailler alors que le minimum sanitaire n'était pas assuré (chauffeurs routiers). De nombreux rapports de force ont lieu, au moins pour obtenir la garantie de conditions permettant la sécurité des travailleurs. En l'absence de combativité collective on a pu voir des patrons faire signer des décharges en cas de contamination avant de retourner au boulot. Le secteur agricole a connu des problèmes de main d'œuvre. Habitué à faire appel à des travailleurs des pays pauvres de l'Europe ou **sans papiers qu'il sous-paye**, le confinement l'en a privé. L'État a donc fait appel au volontariat et évoqué de réquisitionner les demandeurs d'asile, ceux-là même à qui l'on interdit de travailler en temps normal.

Les ordonnances prises le 25 mars 2020 et par la suite, « **aménagent** » le **droit du travail** ! Elles permettent dès aujourd'hui, pour faire face à la crise, d'augmenter la pression sur les travailleurs et de réduire nos droits : augmentation du nombre d'heures supplémentaires autorisés et baisse de leur rémunération, augmentation de la durée quotidienne de travail, diminution des congés payés, liberté donnée aux employeurs d'imposer des jours de repos... Ils cherchent à baisser le « coût » du travail (nos salaires quoi !) pour maintenir leurs profits (d'ailleurs les dividendes continuent de tomber malgré la crise mondiale !). Au final, ce sont nos revenus qui vont stagner, les cadences et le temps de travail qui vont augmenter, et avec l'inflation (l'augmentation des prix), nous aurons de plus en plus de mal à survivre. Et pour compléter, ils limiteront encore plus les droits sociaux (chômage, retraites, allocations familiales...).

Autrement dit on va nous presser jusqu'au bout pour éponger les déficits. C'est une nouvelle étape de ce que nous connaissons depuis au moins 20 ans. Tout cela va-t-il vraiment relancer l'économie ? Ce qui est sûr c'est que cela va accentuer la concurrence entre capitalistes pour une course aux profits toujours plus féroce (comme en temps de guerre les plus charognards sauront en tirer avantage) et

favoriser la concentration du capital, c'est-à-dire la faillite des plus petites entreprises, et l'accumulation du profit dans les mains des plus grandes. L'État accompagnant ce processus vient essentiellement en aide aux grosses entreprises. Le prix à payer sera encore la santé et plus généralement nos conditions de vies de travailleurs ou de chômeurs !



L'épidémie passée, on aura des séquelles. Sans réaction de notre part, l'État ne se privera pas de maintenir toutes ces mesures qui nous rendent la vie de plus en plus difficile. Parce qu'encre une fois, son but est simple : relancer le business, maintenir les profits des actionnaires et des patrons, assurer la continuité du système capitaliste.

Dans le chaos planétaire que provoque cette pandémie, les États et les capitalistes cherchent malgré tout à sauver leurs profits et profiter de la crise sanitaire et économique pour développer de

nouvelles formes d'exploitation (télétravail, atomisation des travailleurs et distanciation sociale, recours au chômage partiel...). Tout au moins à ne pas trop y perdre. Dans « le monde d'après », la crise ayant rebattu de nombreuses cartes, il s'agira pour chaque État et chaque capitaliste de s'en sortir mieux que les autres. L'enjeu étant de taille, ils n'auront aucun scrupule à violemment accentuer la pression sur tous les travailleurs, chômeurs ou retraités de la planète.

Déjà, nous sommes toujours plus nombreux à subir cette pression chaque jour plus fort. La pandémie et la crise économique qui commence ne vont faire qu'empirer nos conditions de vie. **Les États s'inquiètent** de possibles soulèvements qui pourraient se déclencher à la sortie du confinement (un rapport des renseignements territoriaux alerte le gouvernement sur cette possibilité). Depuis quelques années, des révoltes éclatent de plus en plus régulièrement à travers la planète (Hong Kong, Irak, Amérique du Sud, Algérie, France...). La misère se transforme en colère. En France, le mouvement des Gilets jaunes a démontré comment, ensemble et déterminés, nous pouvons être forts et imaginatifs. Le système capitaliste, lui, n'est pas aussi solide qu'il veut nous le faire croire. Cette pandémie nous le révèle tristement. Nous seuls avons les capacités de l'abattre et d'imaginer une autre société, solidaire et égalitaire.

À bas le contrôle social pérennisé

Les États savent bien que de tels reculs de nos conditions d'existence, surtout mis en place aussi rapidement, vont nécessairement provoquer des résistances et des révoltes.

Ils se doivent de préparer les mesures pour endiguer ces réactions populaires. Ça tombe bien : le capitalisme sait faire feu de tout bois. Comme

ils l'ont fait à d'autres occasions (terrorisme, guerres...), la crise sanitaire actuelle leur offre une nouvelle opportunité pour renforcer et expérimenter ses dispositifs de contrôle sur les populations.